La séquence électorale : Les “mauvais tours”…

dimanche 7 mai 2017, par SAMARY Catherine (Date de rédaction antérieure : 5 mai 2017).

Peut-on prendre du recul, même pour des choix urgents et de court terme ? Le contexte politique d’ensemble, à la veille et au cœur de ces élections, reste marqué par une profonde crise de représentation des « dépossédés » ou « populations subalternes » de cette société, blanches et non-blanches, racisées. C’était vrai dans la Grande-Bretagne du Brexit comme dans les Etats-Unis de Trump.

Sommaire

- Quand les espoirs d’un front
- Choisir entre peste et choléra

Peut-on prendre du recul, même pour des choix urgents et de court terme ? Le contexte politique d’ensemble, à la veille et au cœur de ces élections, reste marqué par une profonde crise de représentation des « dépossédés » ou « populations subalternes » de cette société, blanches et non-blanches, racisées. C’était vrai dans la Grande-Bretagne du Brexit comme dans les Etats-Unis de Trump, les deux dotés de leur monnaie souveraine et impériale – tout comme dans la France de Mitterand à Hollande et Valls en passant par Sarkozy, co-responsable avec l’Allemagne de ce qu’est l’UE.

Derrière toutes les spécificités nationales et européennes d’une crise globale, restent béantes les questions structurelles de la société à construire et des moyens politico-sociaux pour le faire qui tirent le bilan des échecs passés : quels droits pour toutes et tous, au plan des statuts humains et de la démocratie ? Dans quels espaces politiques et territoriaux articulés se battre face à un capital organisé et représenté du national au planétaire ? A quelle convergences de luttes travailler pour permettre à la fois l’autonomie et l’égalité de chaque composante, et le rapport de force qui permette de gagner ?

La gauche « radicale » - celle qui voudrait aller à la racine des crises pour en sortir - est en grande panne de stratégie, notamment au plan européen [1]. Et c’est pourquoi elle est confrontée à des impasses et des choix de « moindre mal ». Or, au non du « réalisme » et du « tout sauf.. », on a vu éclater, entrer en crise ou perdre leur âme en changeant de « bord » en un délai record (de l’Italie au Brésil en passant par la Grèce) des formations politiques qui avaient pourtant marqué de puissantes résistances à l’ordre existant et nourri les espoirs altermondialistes à divers moments du passé récent. D’où les hésitations légitimes. Des résistances et alternatives se cherchent et s’expriment de façon encore précaires et éclatées et il n’y a pas non plus de « modèle » stabilisé et convaincant – même si nous avons à prendre et apprendre des résistances latino-américaine, de Podemos, de Bernie Sanders. Si l’on veut dépasser le traumatisme de l’échec de Syriza, mais aussi l’échec du Front de gauche en France, il faut rejeter tous les « TINA » - There Is No Alternative/ Pas d’autre choix… Le « train de l’histoire » dans lequel il faut sauter sans admettre de contre-arguments, mène vite à des impasses. Les résultats d’élection sont d’une extrême fragilité. Les déceptions et les murs érigés sont difficiles à surmonter.

Aucune composante de la gauche radicale en France n'a les réponses aux questions constatées. Mais le pire est d'affirmer les avoir. Au premier tour, certain.es ont décidé de faire campagne dans FI ; d'autres ont voulu garder leur autonomie tout en décidant de soutenir la candidature de JL Mélenchon comme la plus crédible à gauche du PS, en espérant être « partenaire » légitimes de FI… D'autres, membres ou pas du NPA et de LO, ont considéré les choix autour de FI comme ne permettant pas que s'expriment explicitement des points de vue de classe et anti-institutionnels dans cette campagne. Jusqu'aux primaires de la gauche, toutes les candidatures à gauche de Macron partageaient une critique de la droite, de l'extrême-droite et du social-libéralisme, en s'inscrivant dans des clivages politiques « classiques » - en rupture ou pas avec le PS et, au-delà, avec le système. Aucune n'apportait à elle seule de réponse aux questions soulevées plus haut.

Bien des hésitations se sont maintenues jusqu'à la veille des élections. La candidature Poutou a gagné en popularité, exprimant une critique radicale non seulement de la Vè République - derrière la crise de la « démocratie représentative » -, mais de tout un système où les choix essentiels de société s'enracinent dans les rapports de propriété et où la logique du profit marchand fait de la précarité un critère d'efficacité ; elle dénonçait aussi les violences policières et racistes, les guerres « de civilisation » et le néo-colonialisme de la « France » - notamment « Outre-Mer » - contre tous les rapports de domination. Et il était et reste important de le faire. Mais l'enjeu du premier tour s'est modifié de façon imprévue : plusieurs évènements ont bousculé le champ politique et électoral en « dégageant » les dirigeants des deux formations dominantes de la droite et de la gauche institutionnelle en crise profonde.

Quand les espoirs d'un front unique social s'invitent dans les élections

Le retrait de Hollande puis la défaite de Valls – grâce aux électeurs participant à la primaire bien davantage qu'aux membres du PS – ont ouvert la porte à gauche pour deux dynamiques :

la première, plus profonde et durable, était la moins susceptible de se concrétiser à court terme : elle relève d'un potentiel « front unique » socio-politique, autour d'axes commun associés aux grandes luttes récentes contre la Loi travail et contre la xénophobie et le racisme – pour la justice sociale et la dignité. Quatre candidat.es étaient concernéEs – Arthaud, Hamon, Mélenchon et Poutou mais aussi les associations et mouvements sociaux qui se sont impliqués dans ces luttes. **Cet enjeu de potentiel front unique subsiste tant dans l'au-delà des élections que pour les législatives ; de même que pour le second tour - sous une forme qui demande à être trouvée par celles et ceux qui sont convaincu.e.s de son importance…** Et il était important de le dire pendant les élections comme après.

Mais une autre dynamique a pris corps quand le 2è tour s'est invité au premier, à gauche… Cette deuxième dynamique, plus immédiate et spécifiquement électorale s'est combinée nécessairement à la première. Elle a été d'abord associée à l'espoir – inimaginable avant la victoire de Hamon aux primaires socialistes – d'une candidature unique des deux candidats partageant une optique réformiste de gauche – Hamon et Mélenchon- et susceptible de peser. Les multiples pétitions dans ce sens ont, sous des formes diverses, exprimé cet espoir. Mais cette dynamique-là était tout aussi illusoire que la première : les projets stratégiques respectifs de ces deux candidats, bien que proches à maints égards, étaient rigoureusement contradictoires avec tout renoncement de l'un quelconque des deux à sa propre candidature : le cadre des primaires de la gauche, même s'il n'incluait pas Hollande, impliquait Valls et son 49-3 sur la Loi El-Khomeri rejeté par Hamon ; pourtant B. Hamon a cru pouvoir en devenir le porte-parole, en cherchant à maintenir à tout prix un PS moribond. Le rejoindre n'avait aucun sens pour Jean-Luc Mélenchon. Réciproquement rejoindre la France Insoumise signifiait pour Hamon mettre une croix sur sa stratégie de « primaire » et de

recomposition du PS. Sauf que cette stratégie était vouée à l'impasse autant que le PS était condamné à l'éclatement.

La dégringolade des voix de Hamon a exprimé cette impasse au profit immédiat de Mélenchon : le dynamisme indéniable de sa campagne, les qualités du candidat et sa capacité à mettre des bémols sur quelques points faibles, comme l'a souligné Grégory Bekhtar [2], si sa pleine exploitation des réseaux et technologies de communication les plus inventifs ont fait basculer la donne : les sondages ont crédibilisé une compétition à quatre voix, avec une chance pour JLM d'être au second tour : de fait la chute du score de Hamon, la faiblesse de ceux de Poutou ou de Arthaud – malgré des meetings à forte participation – ont exprimé ce basculement vers un candidat unique, à gauche de Macron, qui n'avait pu être l'émanation d'une démarche plurielle de front unique..

Choisir entre peste et choléra ?

Bien des débats mobilisent le passé, et opposent, à juste titre, la démocratie au néo-fascisme. Sauf que pèse aussi l'instrumentalisation de ce danger par un « front républicain » largement pénétré des discours et politiques de Valls – liberticides et racistes : la banalisation des thèmes islamophobes de Marine Lepen atténue les résistances. De plus François Ruffin met le doigt sur la haine contre ce qu'incarne Macron [3], Ruffin affirme : « Vous portez en vous la guerre sociale comme la nuée porte l'orage »…Pourtant, il ne faut pas s'arrêter là. Mathieu Bozom, élargit à juste titre le panorama : on se situe dramatiquement entre guerre sociale et guerre civile. Et l'on peut imaginer ce que serait l'usage par le FN des pouvoirs et mesures liberticides héritées de l'état d'urgence « anti-terroriste ». On a aussi quelques exemples en Europe de l'Est de ce que font des régimes d'extrême-droite arrivés au pouvoir.

On peut être inquiet lorsqu'on se place du point de vue des populations les moins « représentées » , les dépossédés de la « République »… Carine Fouteau analyse pour Médiapart les débats qui traversent les quartiers populaires [4] : Elle cite Mounia : « Je fais partie des personnes qui se sont pris du gaz lors des manifestations contre la loi sur le travail : il n'était pas question de donner ma voix au candidat qui promettait d'aller plus loin dans la destruction du code du travail. » Mais Mounia ajoute : « Ma mère est algérienne, elle a un titre de séjour, mais en tant qu'étrangère, elle ne peut pas voter. Elle m'a dit : "Tu vas voter." Rien ne lui fait plus peur que le FN. Elle est terrifiée. Je me suis dit que j'allais voter pour elle. Et puis aussi pour moi : je suis racisée et, pour cette raison, j'ai galéré longtemps pour avoir un emploi et un logement. Mes parents se sont beaucoup sacrifiés pour leurs enfants. Je ne peux pas rester à ne rien faire. Avec le FN, je risque de tout perdre », dit-elle. Elle ira donc « voter Macron » le 7 mai, la mort dans l'âme." La même enquête de Médiapart cite également Omar Slaouti, l'un des porte-parole de la Marche du 19 mars pour la justice et la dignité. Militant à Argenteuil il a observé la mobilisation lors du premier tour de l'élection présidentielle en faveur de Jean-Luc Mélenchon, et les hésitations dans l'entre deux tours : « Pour les uns, le fascisme est le danger absolu, il faut donc voter Macron pour faire barrage à Le Pen ; pour les autres, les politiques néolibérales sont si destructrices, et notamment dans les quartiers populaires, que voter Macron est inenvisageable »,. Mais il ajoute un autre argument qui doit interpeler la gauche radicale : « Les pratiques discriminatoires ne sont pas réductibles au FN, elles gangrènent notre République, insiste Omar Slaouti. Et cela par la faute de responsables politiques comme Sarkozy et Valls, qui ont soufflé sur les braises. Beaucoup pensent que ça commence à bien faire d'aller chercher nos voix pour faire barrage au FN, alors que personne ne nous vient en aide quand nous luttons contre le racisme. Dans cette injonction au vote, il y a quelque chose d'insupportable, de culpabilisant, de l'ordre du paternalisme, qui donne envie de rester en dehors du jeu électoral. ». Et ceci est d'autant plus fort qu'il y a le sentiment qu'il n'y a pas de réel danger que Marine Le Pen l'emporte : "Habitant Istres (Bouches-du-Rhône) depuis quarante ans, enfant de

l’immigration postcoloniale et enfant d’ouvrier comme il se définit lui-même, Adil Fajry refuse lui aussi de voter Macron au second tour. « On ne construira rien tant que nous ne nous libérerons pas du néolibéralisme qui produit le fascisme. Historiquement, ce sont les membres du PS qui ont laissé émerger l’extrême droite », martèle ce militant du Front uni des immigrations et des quartiers populaires (FUIQP). Il en est convaincu, Emmanuel Macron sera élu le 7 mai prochain.

Yasser Louati, ancien porte-parole du CCIF (Collectif contre l’islamophobie en France) leur répond, en partant des mêmes constats, notamment sur son blog : « Nous sommes des millions à ne plus supporter ce chantage du moins pire ». Et si Marine Le Pen en est là, ajoute-t-il, “c’est bien parce que beaucoup au sein des élites dirigeantes partagent déjà ses idées. Mais il met en garde, avec force : « Si Marine Le Pen passe, elle aura tous les pouvoirs pour faire de la France un pays fasciste et totalitaire, comme cela a été le cas sous le maréchal Pétain.Pour les populations racisées dont je fais partie, Noirs, Arabes, musulmans, juifs, Roms ou Asiatiques, elle et son parti représentent une menace vitale. ».

Quels que soient ces appels importants, il existe aujourd’hui un risque de vote Le Pen écrasant sinon victorieux, - bien davantage qu’en 2002 - avec l’arrogance de “on est chez nous” scandés dans les meeting de Marine Le Pen contre les « envahisseurs », celles et ceux qui sont rejetéEs comme n’étant pas des « vrais Français », ou menaçant « la République », immigrés ou éternellement « issus de l’immigration » et racisés. Or l’abstention risque de renforcer le vote Le Pen – et malheureusement le vote blanc, qui devrait permettre un autre point de vue politique est enregistré comme les abstentions et non pas parmi les suffrages exprimés. On ne peut sortir de l’impasse qu’en combinant, comme beaucoup d’appels le font, l’utilisation du bulletin Macron et le refus d’un « front républicain » légitimant les ordonnances préparées par Macron, au profit d’un front de celles et ceux qui, malgré des choix de votes différents (Macron, abstention ou blancs) s’opposent aux idées lepénistes et à la guerre sociale et civile.

Comme le dit Yasser Louati – avec la légitimité d’un combat contre l’islamophobie : “ Il ne s’agit en aucun cas de voter Macron puis de démissionner et le laisser faire, mais de voter Macron et de s’engager au sein des associations, aux côtés des militants, en répondant aux appels à la mobilisation et en remplissant les rangs des manifestations. (…) Nous avons besoin d’une nouvelle république au service des citoyens, qui résout la question raciale en liquidant l’héritage de la colonisation, met sur pieds une organisation équilibrée des pouvoirs publiques, un parlement renforcé, une justice autonome, une transparence de l’Etat, une police démilitarisée, l’équité sociale, la prise en compte de la question environnementale, bref, une nouvelle république pour un monde nouveau”.

Même tout cela ne s’imposera pas “par les urnes” seulement - même s’il faut utiliser les urnes pour élargir les marges de mobilisations ; et les luttes pour la justice et la dignité ne sauraient s’arrêter aux portes des entreprises et de la propriété, pas plus que des cités et quartiers populaires. Leurs avancées sera permise par des rapports de force impliquant une logique de “front”, pluriel, démocratique, appuyé sur l’auto-organisation des populations concernées – englobant des personnes qui auront fait des choix différents au premier et second tour – et dans le passé - mais qui s’accordent sur l’essentiel : contre tous les rapports de domination, du local au planétaire, contre l’état de guerre interne et international.

Catherine Samary

P.-S.

* MEDIAPART. LE BLOG DE CATHERINE SAMARY. : https://blogs.mediapart.fr/catherine-samary/blog/050517/les-mauvais-tours

* Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

Notes

[1] ESSF (article 38895), Débat : Pas de « Sortie de gauche » de l'UE sans une « Europe Debout ».

[2] ESSF (article 40891), De quoi la France Insoumise est-il le nom ? – Sur le parcours de Jean-Luc Mélenchon.

[3] http://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/francois-ruffin-explique-sa-lettre-ouverte-a-emmanuel-macron-president-deja-hai-passer-en-force-dans-une-france-sous-tension-c-est-dangereux_2176615.html}] : « il y a une classe intermédiaire, dont je suis, qui est dans l'hésitation à faire encore l'effort pour faire barrage au Front national, et il y a des classes populaires qui sont en décrochage massif, qui vont soit s'abstenir, et ça sera le mieux qu'elles puissent faire, soit saisir l'autre bulletin contre Emmanuel Macron ». Enfin, comme Ruffin le souligne également, loin d'être le défenseur de la démocratie, Macron promet de fonctionner très vite par ordonnance : « son économiste Philippe Aghion (tient) une espèce de double discours : si jamais on ne vote pas Macron, on laisse passer le fascisme ; et derrière, il nous dit que « le vote de dimanche va nous permettre de tout faire très vite parce qu'on aura une légitimité politique pour fonctionner par ordonnance en contournant le Parlement ». Dès lors, dans sa « lettre ouverte à un futur président déjà haï » [[http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2017/05/04/francois-ruffin-lettre-ouverte-a-un-futur-president-deja-hai_5122151_3232.html

[4] ESSF (article 40970), Second tour – Voter ou s'abstenir : le « cas de conscience » des quartiers populaires.